

Les subsides

produits laitiers. Il a oublié que les gens qui travaillent auront plus d'argent pour acheter des produits laitiers et que les frais de production seront moins élevés qu'avant. Le marché américain pourra être ouvert, si les producteurs canadiens sont assez ingénieux pour le pénétrer.

Comment le député, qui n'a pas évalué toute la situation, peut-il s'opposer ainsi à un accord commercial qui garantit l'avenir du Canada, sa croissance, sa force, et qui rendra notre pays encore plus grand qu'il ne l'est déjà?

M. Boudria: Madame la Présidente, je crois que mon temps de parole tire à sa fin. Le député me demande comment je peux m'opposer à l'accord. C'est très facile. C'est un mauvais accord. C'est un accord épouvantable. Il ne joue pas seulement contre les producteurs laitiers, mais contre l'agriculture en général. Chose certaine, il ne sert pas les intérêts des producteurs laitiers.

Il n'est certes pas aussi mauvais qu'il aurait pu l'être si la gestion de l'offre avait été complètement éliminée. Je dois le reconnaître. Je dois accorder au gouvernement un peu de crédit. Le seul compliment que je peux faire aux conservateurs, c'est que l'accord aurait pu être pire, si on peut appeler cela un compliment. Je ne peux pas en dire plus de bien, parce que l'accord n'est pas avantageux pour le secteur agricole. On a promis à l'industrie laitière qu'elle serait totalement protégée, et elle ne l'est pas. Cette promesse n'a pas été tenue.

Le député sait bien que la gestion de l'offre repose sur trois piliers. Et l'un de ces piliers a été endommagé. Le premier ministre a rompu une promesse qu'il avait faite solennellement.

La présidente suppléante (Mme Champagne): Le député de Winnipeg-Nord a maintenant la parole pour la reprise du débat.

M. David Orlikow (Winnipeg-Nord): Madame la Présidente, le Manitoba, dont j'ai l'honneur de représenter une partie, a connu une croissance lente, mais soutenue, depuis passablement longtemps. Rien de comparable aux booms économiques de l'Alberta, théâtre d'une croissance formidable lorsque le cours de l'énergie était à la hausse. Mais nous n'avons pas connu non plus les aléas de cette province quand le cours de ce produit s'est effondré. Nous n'avons pas connu l'essor de la Colombie-Britannique lorsque les pâtes et papiers et les produits forestiers commandaient le prix fort sur les marchés. Et nous n'avons pas eu non plus à déplorer le déclin économique qui a été le lot de cette province.

Notre croissance lente, mais soutenue, tient à la diversification de notre économie. Nous avons des mines et des industries manufacturières. Nous avons aussi une industrie agro-alimentaire qui repose sur un secteur agricole très diversifié. Je sais que beaucoup de mes électeurs ont un emploi qui dépend de la prospérité agricole dans ma province. C'est pourquoi je redoute les répercussions de cet accord canado-américain sur les agriculteurs, surtout ceux de ma province.

● (1740)

Ceux que je représente travaillent pour les chemins de fer, les entreprises de camionnage, les fabricants de machines aratoires, l'industrie de l'alimentation, autant de secteurs qui dépendent de l'agriculture manitobaine. Il est attristant de voir ce gouvernement conservateur tourner le dos aux agriculteurs comme l'ancien gouvernement libéral l'a fait en imposant au

Parlement le projet de loi qui allait transformer le tarif du Nid-de-Corbeau, autrefois garantie pour les agriculteurs, en une subvention au transport du grain qui diminue progressivement.

Il suffit d'ouvrir les yeux pour voir que l'agriculture est à l'abandon. Les embranchements disparaissent et les revenus agricoles s'effondrent, en grande partie à cause de programmes favorisant les agriculteurs américains, comme ceux que nos prétendus amis des États-Unis mettent en oeuvre. Pendant ce temps, nous sommes censés être en train de négocier un accord avec eux, de bonne foi. On pourrait supposer que, pendant ces négociations de bonne foi, le statu quo serait respecté, dans les relations entre les deux pays. Mais voici que les États-Unis ont recours à leur programme de stimulation des exportations pour vendre des céréales scandaleusement subventionnées à des clients de longue date des producteurs canadiens.

Je vois arriver le ministre d'État responsable des Céréales (M. Mayer). L'autre jour, il se vantait parce que, malgré tous nos problèmes, notre part des exportations de céréales sur le marché international est encore de 20 p. 100.

M. Mayer: C'est plus.

M. Orlikow: Elle est à 20 p. 100 parce que nous avons subventionné toujours davantage les exportations, afin de lutter contre les programmes de subvention des États-Unis et de la Communauté économique européenne. Je peux dire au Ministre que si nous donnions nos grains, nous pourrions avoir 40 p. 100 du marché.

M. Mayer: Non, nous ne pourrions pas, car nous ne produisons pas autant.

M. Orlikow: Ce que je veux dire, c'est que nous pouvons vendre tout le grain que nous pouvons exporter si nous sommes prêts à baisser nos prix.

Nous voyons ce gouvernement réduire la qualité de vie en milieu rural en réduisant des services comme les postes, que nos agriculteurs avaient pendant de nombreuses années. Nous voyons bien dans notre province ce qui arrive au secteur agricole. Nous savons bien quel est le sentiment, lorsque nous lisons que le nombre d'étudiants aux cours d'éducation permanente des collèges d'agriculture a baissé de 40 p. 100 en cinq ans. Cette baisse est due au fait que les enfants des agriculteurs installés au Manitoba depuis des générations—et c'est la même chose en Saskatchewan et dans les autres provinces—ne voient pas d'avenir dans l'agriculture et qu'ils préfèrent regarder ailleurs, partir et laisser la terre.

La disparition de la vie rurale est accélérée par le gouvernement. Il faut se rendre compte que la dépopulation des campagnes, à laquelle nous assistons, ne cesse de s'accélérer. En 1951, il y avait 2 800 000 personnes vivant dans des exploitations agricoles. C'était 19 p. 100 de la population. En 1981, il n'y en avait plus que 1 million, ce qui représentait 4, 1 p. 100 de la population. Pendant la même période, la population urbaine est passée de 7,9 millions à 18,4 millions. Autrement dit, de 56 p. 100 à plus de 75 p. 100 de la population totale. Cette baisse va se maintenir et même s'accroître par suite des dispositions de cet accord de libre-échange avec les États-Unis qui concernent l'agriculture.